

La tribune, 28 Août 2006
interview: Georges Corm, ex-ministre des Finances du Liban
Georges Corm "Ne répétons pas les erreurs du passé"

Quel est bilan de la guerre pour l'économie libanaise ?

- Le Conseil du développement et de la reconstruction évalue les dégâts à environ 3,6 milliards de dollars. Ces chiffres s'entendent évidemment sans l'impact de la corruption qui pourrait démultiplier les frais de reconstruction, comme cela a été le cas depuis 1992. Alors qu'elle devait être de 4 % à 4,5 %, la croissance sera évidemment négative cette année.

Quels sont les secteurs les plus touchés ?

Le tourisme et le secteur agricole, qui représentent chacun environ 10 % des revenus du pays, ont été très affectés. Les bombardements israéliens ont aussi visé de nombreuses usines. Seul le secteur bancaire va tirer son épingle du jeu, grâce à l'augmentation probable des taux d'intérêt liée au refinancement de la dette libanaise et au flot de capitaux provenant de la diaspora. Seuls 2 milliards de dollars ont "fui" durant les hostilités, sur un dépôt de 60 milliards. Et les banques n'ont jamais fermé, pas plus que pendant le conflit entre 1975-1990.

Qui vont être les acteurs de la reconstruction ?

- Les bonnes volontés ne manquent pas, entre le Fonds arabe pour le développement, la Banque islamique de développement et les multiples fonds nationaux. Pour le Liban, le tout est d'obtenir le maximum de dons par rapport aux prêts, pour ne pas aggraver son déséquilibre financier. De son côté, l'ONU pourrait apporter sa contribution, mais elle sera versée avec la lenteur des bureaucraties internationales, et comme un moyen de pression politique. Enfin, le Hezbollah s'est déjà montré extrêmement actif en aidant les réfugiés, en mobilisant ses propres ingénieurs, le tout avec la rapidité d'une ONG. Le mouvement a annoncé qu'il verserait 10.000 dollars pour chacune des 15.000 habitations détruites. Cet activisme a stupéfié le gouvernement.

Quels sont les enjeux de la reconstruction ?

- Il ne faut surtout pas reproduire les erreurs passées. Pour l'heure, l'armée libanaise a été extrêmement efficace dans le remplacement des infrastructures. Mais le pays reste aux mains de ceux qui avaient si mal géré la précédente reconstruction. Il faut donc se garder de tout optimisme.

Où en était l'économie libanaise avant le conflit ?

- Le pays souffre de la politique de reconstruction menée depuis 1992 par le Premier ministre, Rafiq Hariri. Du fait de la corruption et d'une politique monétaire aberrante, la dette flirte avec les 40 milliards de dollars, pour des travaux de reconstruction n'ayant pas excédé 7 milliards ! La politique économique a été désastreuse, avec des profits concentrés sur les secteurs foncier, financier et le tourisme de luxe, au détriment de l'agriculture, de l'industrie et des services. Sans parler du déséquilibre entre les régions. Le vieux rêve de faire du Liban la Suisse du Moyen-Orient a été catastrophique.